

enjeux **Jean-Paul Marthoz** Journaliste et essayiste

# Attentats : le droit de regard des « étrangers »

Depuis les attentats du 22 mars, la Belgique est à cran. Les critiques dont elle a fait l'objet dans la presse internationale ont été reçues avec irritation ou amertume. Et le réflexe, souvent, a été de les rejeter en incriminant la mauvaise foi, la perfidie et l'ignorance de leurs auteurs. Ou en rétorquant que leurs pays n'avaient – ou n'auraient – pas fait mieux.

Il est vrai que certains commentateurs étrangers ont plongé leur plume dans le fiel, que des caméras ont parfois cruellement filmé en plan rapproché la perplexité des autorités, que des envoyés spéciaux ont pratiqué un journalisme de meute à Molenbeek ou Schaerbeek. Il est vrai aussi que des journalistes de pays que l'on croyait voisins se sont trompés plus lourdement que s'ils avaient couvert des conflits pourris dans des pays oubliés du bout du monde. Et que d'autres se sont acharnés, comme s'ils avaient des comptes à régler avec un pays qu'apparemment ils méprisent.

**Le moment est venu, impérativement, de faire mentir les stéréotypes des arrangements ou du laisser-aller « à la belge »**

Soit, mais ce serait ignorer les nombreux reportages sérieux, pondérés, qui ont tenté d'expliquer le plus honnêtement possible notre pays si complexe et parfois si complexé. Ce serait négliger, par exemple, les enquêtes du *New York Times* sur la rue Max Roos, le « gangster islam » ou la filière franco-belge, qui ont contribué à éclairer un dossier qui nous concerne tous. Ce serait faire fi également des innombrables témoignages de sympathie, comme nous avons pu le constater, la semaine dernière, au Festival international du journalisme de Pérouse. De nombreux collègues du monde entier sont venus nous trouver pour dire combien ils étaient « avec nous ». Comme nous avons été « avec eux », le 11 septembre 2001 à New York ou le 13 novembre 2015 à Paris.

Chroniqueurs de *La Repubblica*, en-

quêteurs du *Guardian*, professeurs d'Oxford ou de Harvard, les participants n'avaient pas de temps pour le journalisme du flou et du péremptoire. Pour eux, le terrorisme n'était pas prétexte à polémiques cathodiques et gesticulations politiciennes, mais un sujet grave méritant une réflexion rationnelle et une approche professionnelle. Aux éditeurs du populisme journalistique, ils opposaient l'analyse pénétrante de Richard Sambrook, ancien directeur global de l'information à la BBC, vétéran des reportages sur l'IRA ou al-Qaïda, ou le témoignage de Peter Greste, grand reporter d'Al-Jazeera English, rescapé des geôles infâmes du général al-Sissi. Aux bavards des talk-shows, ils préféraient le courage des journalistes de RBSS (*Raqqa Is Being Slaughtered Silently*) qui, tapis dans le cerveau du monstre, constamment menacés des pires châtiements djihadistes, étaient venus témoigner sur la vie infernale au sein de la capitale syrienne du groupe Etat islamique.

Le terrorisme menace notre sécurité, mais aussi nos libertés. Il répand les poisons de la peur et de la déraison. La riposte doit dès lors être exemplaire et s'écarter radicalement de ce que les Anglo-Saxons appellent le *blame game*, ce jeu désolant du « c'est pas moi, c'est ma sœur qu'a cassé la machine à vapeur ». « *L'heure est venue de faire preuve d'un minimum de grandeur morale et intellectuelle, de prendre de la hauteur sur un certain nombre d'enjeux*, confiait récemment au *Soir* Alain Deneault, l'auteur de *La Médiocratie*. Or, on est plutôt confrontés à des acteurs qui gèrent à la petite semaine, qui se vautrent dans la seule chose qu'ils connaissent, à savoir les petits arrangements. »

Le jugement est cruel, mais le moment est venu, impérativement, de faire mentir les stéréotypes des arrangements ou du laisser-aller « à la belge ». Par respect à l'égard des victimes, mais aussi parce que les attentats de Zaventem et de Maelbeek ne sont pas « belges ». Absorbée depuis si longtemps dans ses

conflits internes, emberlificotée dans ses institutions kafkaïennes, la Belgique

en oublie parfois qu'elle ne se resume pas à ses seuls citoyens encaqués dans leurs communautés linguistiques. Même si certains de ses dirigeants et de ses habitants semblent encore l'ignorer, voire même le déplorent, Bruxelles est l'hôte d'institutions européennes et internationales qui ont des devoirs, mais aussi des droits. Le droit en particulier de comprendre ce qui s'est passé le 22 mars et de juger si les autorités belges, aujourd'hui, assurent correctement leur sécurité.

**Face à l'enjeu global du terrorisme, aucune Commission parlementaire n'est « nationale »**

Quand des étrangers, des expatriés, disent « Je Suis Bruxelles », ils expriment non seulement leur solidarité, mais aussi leurs attentes de responsabilité et de clarté dans la recherche des causes de ces attentats et dans la mise en place de mécanismes et de politiques à même de prévenir de nouveaux drames. Leur regard devrait être accueilli comme une marque de sympathie et de respect, au lieu d'être rejeté comme un outrage à une fierté mal placée. Il devrait être salué comme une garantie que les enquêtes ne s'enliseront pas dans des encommissionnements pâteux.

Face à l'enjeu global du terrorisme, aucune Commission parlementaire n'est « nationale ». Les révélations des Panama Papers, tout comme les attentats, ont une nouvelle fois démontré l'interconnexion du monde. Et comme l'écrivait le président de l'Université de Columbia (New York), dans une société globale, rien ne nous indiffère. Toute rétention d'information quelque part concerne tout le monde partout.

L'avertissement est sans détours : rien de ce qui se dira à Bruxelles n'échappera au regard des diplomates, des experts et des journalistes étrangers. Tant mieux. C'est ainsi que l'on pourra faire pièce à ceux qui songeraient à enfumer la vérité et à esquiver leurs responsabilités. ■